



WWW.JUNCORNEREDMARKET.COM

Le financement qui fait la différence

Que représentera dans les années à venir le coût de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets—et qui en paiera le prix? Tandis que les gouvernements et les institutions internationales débattent de cette question, une certitude demeure: le changement climatique va exiger un coût exorbitant et variable.

Alors que les pays développés ont le plus contribué à l'aggravation du changement climatique, les pays en développement doivent faire face au poids écrasant de ses effets : grande variabilité des pluies, catastrophes naturelles intensifiées et plus fréquentes, augmentation de l'insécurité alimentaire et économique et effets néfastes sur la santé. Dans beaucoup de cas, les femmes, la majorité et les plus démunies des pauvres, en ressentiront davantage les effets négatifs.

Les pays en développement doivent disposer des ressources financières nécessaires pour pouvoir faire face au changement climatique. La manière dont ces financements seront alloués influencera en partie l'efficacité des stratégies d'adaptation et d'atténuation. Reconnaître les impacts différenciés du changement climatique sur les hommes et les femmes est déterminant à cet égard.

Perspective de population: Changement climatique, Femmes et Crise Financière

De tout temps, les femmes ont été plus gravement touchées par les crises financières et les récessions. Lorsque les recettes gouvernementales et par conséquent les budgets s'amenuisent, l'égalité de genre, les investissements en matière de santé et d'infrastructures en pâtissent. Les services de planification familiale, de santé reproductive et de prévention du VIH sont souvent les premiers supprimés. Le résultat : une augmentation des complications de la santé de la mère et du nouveau né, une baisse de la nutrition infantile, une augmentation des infections au VIH/sida. La réalité est que le maintien du financement de ces services se révèle, à long terme, une meilleure politique fiscale. Une telle justification reste valable pour le changement climatique : ses impacts négatifs s'amplifieront si des ressources financières nationales déjà limitées doivent être étendues pour financer la réduction des impacts et répondre aux problèmes sanitaires qu'il engendre, pendant que les pays développés limitent leurs contributions volontaires au financement du climat.

Besoins en ressources

Combien cela coûtera-t'il?

Faire face aux changements climatiques exigera un engagement financier important de la communauté internationale. Le financement annuel de l'adaptation dans les pays en développement peut varier de 10-40 milliards de dollars (Banque Mondiale) au triple (Secrétariat de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC)—organe intergouvernemental en charge de la question.

Pour financer l'atténuation, le Rapport Stern estime entre 1 à 3% du Produit Mondial Brut, lequel était évalué en 2001 à 41 milliards de dollars, les besoins nécessaires juste pour stabiliser les émissions de gaz à effet de serre (GES) entre 500 et 550 ppm équivalent CO₂.^A Etant donné que davantage de scientifiques s'accordent sur le fait que la limite devrait être de 350 ppm, les ressources nécessaires devront s'accroître.

Ces montants sont énormes, mais ils représentent un investissement essentiel pour notre avenir qui profitera aux personnes et à l'environnement tout en réduisant les coûts ultérieurs d'un changement climatique qui s'amplifie. Rajendra Pachauri, Président du Groupe Intergouvernemental des Experts sur l'Evolution du Climat (GIEC), a déclaré que les bénéfices associés en termes de réduction des émissions de GES, sur la santé mondiale, la sécurité énergétique et l'emploi suffisent pour en payer le prix.¹

Qui payera?

La CCNUCC reconnaît que de nombreux pays en développement sont à la fois plus vulnérables et disposent d'une moindre capacité par rapport aux pays développés pour faire face au changement climatique. Pour ce faire, les pays développés, Parties à la Convention, doivent apporter une assistance financière aux pays en développement dans leurs efforts d'adaptation et d'atténuation, y compris le développement et le déploiement des technologies, et le renforcement des capacités. Beaucoup estiment que les pays riches devraient payer la majeure partie des coûts de l'adaptation et que ce financement devrait venir en addition aux 0,7% du Produit Intérieur Brut (PIB) destiné à l'Aide Publique au Développement (APD).^c

Implication des femmes dans le processus

Les voix des femmes sont trop souvent absentes des discussions relatives aux politiques du changement climatique. La prévalence des hommes dans les processus décisionnels—particulièrement ostentatoire dans les sphères économiques—montre que des efforts particuliers doivent être faits pour impliquer les femmes dans les négociations du changement climatique. L'équilibre du genre dans les processus participatifs et consultatifs des parties prenantes, notamment lors des discussions sur le financement du changement climatique, est indispensable pour s'assurer que les fonds répondront à des besoins différenciés et serviront à développer des capacités diverses.

Coûts estimés des mesures globales d'adaptation et d'atténuation^B

Adaptation		
Source	Coût annuel (milliards)	Notes
Banque Mondiale (2006)	\$10-40	Coûts nécessaires pour intégrer l'adaptation dans l'aide au développement
Oxfam International	> \$50	Coûts dans les pays en développement
Secrétariat CCNUCC (2007a ; 2007b)	\$49 - 171	Coûts de l'adaptation en 2030 (résumé dans la table 65, P.198)
PNUD (2007)	\$86	Coûts de l'adaptation en 2015
Atténuation		
Secrétariat CCNUCC (2007a ; 2007b)	\$380	Coûts en 2030 pour revenir aux niveaux d'émissions de 2007. 'résumé dans le tableau 64, page 196)
4. RE GIEC (2007) (RID tableau 7)	<3%	Coûts en pourcentage du Produit Mondial Brut pour une stabilisation en 2030 de l'ordre de 445-535 ppm eq.CO ₂
STERN (2007)	1% (±3%)	Coûts en pourcentage du Produit Mondial Brut pour une stabilisation en 2050 entre 500-550 ppm eq.CO ₂

«Les contributions doivent être vues comme une compensation, et non une charité.» —Projet Bretton Woods³

^A ppm = parties par million; équivalent CO₂ : mesure le potentiel global d'émission de GES utilisant le carbone comme référence

^B Schalatek L. 2009. "Table 1". Extrait de Gender and Climate Finance: Double Mainstreaming for Sustainable Development. Washington, DC: Heinrich Böll Foundation North America, p. 8. http://www.boell.org/docs/DoubleMainstreaming_Final.pdf.

^C L'APD officiellement destinée à promouvoir le développement économique et le bien être des pays en développement est accordée aux pays par le biais des institutions bi ou multilatérales. Voir <http://stats.oecd.org/glossary/detail.asp?ID=6043>.

Quel montant de contribution par pays?

En l'absence d'un mécanisme déterminant la contribution de chaque pays, les engagements financiers ne resteront que des promesses volontaires, souvent non respectées. Afin de surmonter cet obstacle, Oxfam a élaboré un indice de financement de l'adaptation basé sur les principes de responsabilité, d'équité, de potentialité et de simplicité. Il suggère que les États-Unis et l'Union Européenne aient collectivement la responsabilité de fournir plus de 75% du financement requis, contre 20% cumulativement pour l'Australie, le Canada, le Japon et la République de Corée.⁴ La proposition basée sur les principes de "pollueur payeur" et de "responsabilité commune mais différenciée" engage les gouvernements des pays développés à entreprendre les actions et les mesures concrètes qu'ils ont jusqu'à présent hésité à initier.

Mobilisation des ressources

Divers mécanismes de financement ont émergé récemment pour aider les pays à faire face au changement climatique. Même si ces ressources initiales sont un bon début, elles ne seront pas suffisantes pour couvrir le large éventail d'actions nécessitant un financement. Bien que les pays développés aient annoncé près de 18 milliards USD à ces fonds, moins de 10% des promesses ont effectivement été déboursés.⁵ Ces mécanismes exigent qu'une série d'acteurs et de secteurs (public/privé, international/national) collaborent

pour favoriser l'adaptation et l'atténuation, la recherche technologique, le développement et le déploiement des technologies, et le renforcement des capacités.⁶ Aucun de ces mécanismes n'intègre la dimension de genre, sans laquelle le financement ne saura être équitable.

D'où proviennent les fonds?

Les fonds publics⁷ proviennent principalement des pays développés et sont destinés aux des pays en voie de développement ; ils circulent du Nord au Sud, par des circuits multilatéraux (CCNUCC, Fonds pour l'Environnement Mondial—FEM, Système des Nations Unies, Banque Mondiale) et bilatéraux (fonds directs des pays donateurs).⁶ Mais ils sont parfois également distribués par le biais de circuits Sud-Sud et nationaux. Les gouvernements des pays développés contribuent à ces fonds internationaux sur une base volontaire, sans une claire et nécessaire différenciation de l'APD.⁷

Les fonds privés sont variés et dépendent de l'économie de marché. Ils circulent à travers un réseau incluant fonds carbone, échanges, fondations et capital-risque.⁸ Certains sont acheminés par des institutions comme la Banque Mondiale. D'autres peuvent être levés au travers d'investissements privés dans les activités d'atténuation et de développement de technologie dans les pays développés.⁹

Les mécanismes du marché

Echanges de carbone: L'idée d'échange de carbone émergea il y a plusieurs décennies et fut officialisée au niveau international dans le Protocole de Kyoto comme une approche de marché visant la réduction des émissions de GES. Les pays et les sociétés peuvent réaliser des opérations d'échanges ou d'achats des crédits d'émissions. Selon la Banque Mondiale, en 2007, les fonds générés par ces marchés ont été estimés à environ 64 milliards USD.¹⁰ Mais cette approche n'a pas eu d'incidence significative sur la réduction des émissions, et les fonds générés sont sous le contrôle des multinationales.

Les mécanismes de la CCNUCC: Le Mécanisme de Développement Propre (MDP), un des trois mécanismes de marché dans le cadre du Protocole de Kyoto, permet aux pays développés d'atteindre leurs objectifs d'émissions en finançant des projets de développement à faible émission dans les pays en développement.¹¹ Il finance principalement des projets à grande échelle avec un potentiel significatif de réduction des émissions qui ont - au mieux - un impact neutre sur les femmes et autres groupes vulnérables. Peu d'efforts ont été réalisés pour intégrer ou augmenter les projets de moindre envergure ou pour rendre le MDP plus accessible aux ménages ou aux communautés,¹² bien que ces projets aient un effet direct sur les femmes.¹³ Pour réaliser pleinement ses objectifs, le MDP doit être réformé pour que les avantages socio-économiques et environnementaux mesurables soient évalués avant l'approbation des projets.

L'affectation des ressources

Qui a accès aux fonds?

Il devrait pouvoir être facile pour les pays en développement —les femmes, les peuples autochtones et autres groupes marginalisés y résidant— d'accéder aux financements des projets liés au changement climatique, mais tel n'est nullement le cas.¹⁴ Ceci est dû en partie, à l'ignorance attachée à l'existence de ces fonds (actuellement une soixantaine dans le monde) ainsi qu'au long processus de soumission de projet, requérant des connaissances techniques spécialisées.¹⁵ De plus, le décalage entre le début d'un projet et la disponibilité des fonds, empêchant les personnes défavorisées et les groupes vulnérables de la population à initier des projets, est un autre obstacle.¹⁶

Dans le contexte du changement climatique et des catastrophes naturelles, les gouvernements et les institutions ont la responsabilité de mobiliser des ressources et de s'assurer qu'elles sont attribuées à ceux qui en ont le plus besoin— souvent les femmes. La plupart des fonds internationaux n'ont pas de directives pour leur allocation. Les pays doivent déterminer les priorités et rendre plus flexibles leurs plans de financement afin que des besoins nouveaux puissent être satisfaits.

⁴ http://www.oxfam.org/en/policy/briefingpapers/bp104_climate_change_0705.

⁵ L'atténuation reçoit davantage de fonds que l'adaptation. Une étude a identifié qu'à peine 600 millions USD (1/34ème des dépenses de l'OCDE sur les projets du climat global) ont été consacrés pour l'adaptation entre 2000-2006, davantage pour la réduction des risques. Sur la même période, 11 milliards USD fut consacré à l'atténuation dans quelques pays seulement. Source: Schalatek. (2009).

⁶ Trouvez une description au <http://www.climatefundsupdate.org>.

⁷ Les deux autres sont la Mise en Œuvre Conjointe et les Droits d'Emissions Négociables.

Etude de Cas: Relier les politiques aux besoins

Le changement climatique est déjà ressenti aux Philippines et devrait s'intensifier. La Banque Mondiale estime que 85% du Produit National Brut du pays provient de secteurs exposés aux risques liés à la hausse des températures et à la fluctuation climatique. L'agriculture, principal gagne-pain de 35% de la population active, est l'un des principaux secteurs économiques à risque. Les moussons imprévisibles perturbent les saisons de plantation et les rendements des cultures, déstabilisant les moyens de subsistance et la sécurité économique.

Les conséquences pour les femmes, représentant 70% de la main d'œuvre agricole (rémunérée et non rémunérée), sont particulièrement préjudiciables. Les femmes possèdent moins de terres que les hommes et ont donc moins de biens à vendre quand les récoltes baissent ou sont détruites. Elles sont également plus sujettes à l'endettement en tant que principales participantes aux programmes de micro crédit. Durant les pénuries alimentaires elles accordent la priorité aux besoins alimentaires des membres masculins de leur famille au détriment des leurs. Les femmes ont peu d'accès aux sphères de prises de décision sur la répartition des financements destinés au climat, et pourtant elles jouent un rôle de leader dans l'élaboration de stratégies d'adaptation, telles que la conservation des aliments, la diversification des cultures, la récupération de l'eau et l'irrigation. Elles ont aussi, dans beaucoup de cas, été forcées d'adopter des solutions moins durables: emprunts, vente de leur bétail, sollicitation d'aide financière publique, réduction de la consommation d'aliments et émigration pour trouver du travail et d'autres sources de revenu.

Les mesures du gouvernement face au changement climatique et à leur impact sur les femmes ont été limitées. Les mécanismes institutionnels, tels que le Groupe de Travail Présidentiel sur le Changement Climatique, se sont jusqu'ici révélés insuffisants pour évaluer et répondre aux besoins d'atténuation et d'adaptation. Les politiques relatives au changement climatique mettent un accent excessif sur l'atténuation, en particulier sur la promotion des énergies renouvelables. Bien que l'utilisation des terres notamment liées à l'agriculture soit la principale source d'émissions de GES dans le pays, très peu a été fait pour s'assurer que cette utilisation soit respectueuse de l'environnement—un réflexe que les femmes ont depuis des siècles. Les mesures d'adaptation sont principalement orientées vers des projets d'infrastructure à grande échelle plutôt que vers la protection des moyens de subsistance dans les zones agricoles et côtières, le renforcement de la sécurité alimentaire et l'accès des populations aux besoins de base.

En bref, les organisations de femmes démontrent qu'il existe un large fossé entre les politiques actuelles du gouvernement pour l'adaptation et les priorités et besoins exprimés par les femmes pauvres des milieux ruraux. Le gouvernement devra jouer un rôle plus actif dans l'adaptation et l'atténuation, en allouant des ressources aux femmes en particulier - composante indispensable de toute politique durable et globale du changement climatique aux Philippines.

Source: Peralta, A. (2008). "Gender and Climate Change Finance: A Case Study from the Philippines". New York: WEDO/Heinrich Böll Stiftung.

L'importance d'une répartition sensible au genre

Soutenir la santé et l'éducation:

En temps de crise, l'égalité de genre est reconnue comme un objectif global particulièrement important. Investir dans la planification familiale, les services sanitaires et l'éducation des filles et des garçons signifie une réduction des coûts actualisés pouvant résulter des risques de mortalité infantile et maternelle ou des services d'information destinés aux populations illettrées. Financer les technologies et les énergies durables comme par exemple les fourneaux écologiques permet non seulement de réduire les émissions mais améliore également la santé de la communauté.

Investir dans le leadership féminin:

L'expertise et l'expérience des femmes apportent des contributions essentielles dans la planification financière. Veiller à ce que les femmes et les experts sur le genre participent à tous les niveaux du processus décisionnel sur le changement climatique et aient la possibilité de contribuer significativement à la mobilisation, à l'allocation, et au contrôle des ressources renforcera l'efficacité des programmes et des activités.

Gestion des ressources au sein du foyer:

Investir dans les femmes signifie investir dans la famille. Les femmes prennent généralement des décisions favorisant le bien être de leurs enfants et de leurs familles et le partage équitable des ressources au sein de leurs foyers, tandis que les hommes ont une plus grande tendance à les troquer contre des bénéfices personnels.¹⁷

Construire des communautés résilientes:

En temps de crise, les femmes ont tendance à être de meilleures organisatrices de leur communauté. Ainsi, avant un ouragan majeur, une communauté au Honduras a formé les femmes dans la pré alerte et dans les plans de préparation aux catastrophes. L'évacuation de la ville à temps a été une réussite, sauvant ainsi de nombreuses vies.¹⁸ Les femmes sont plus susceptibles d'investir les ressources dans le social. L'autonomie qu'elles acquièrent en temps de crise accroît leur statut de leader, permettant de bâtir des communautés plus stables.¹⁹

Cibler la sécurité alimentaire:

Tandis que les hommes sont plus souvent employés dans de grandes exploitations agricoles pour l'exportation, les femmes constituent la majorité des agriculteurs du monde engagés dans la production de subsistance. S'assurer que les ressources servent à soutenir les petites exploitations protège non seulement les communautés de la famine, mais renforce également le savoir traditionnel de femmes relatif aux semences et à la rotation des cultures.

Tirer profit du potentiel de la REDD:

Investir dans la formation et d'autres efforts de renforcement de capacités en faveur des femmes garantira une plus grande efficacité des avantages et des activités de la REDD (Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des forêts). L'augmentation et le regroupement des petits ou micro projets de financement souvent destinés aux femmes permettraient à la fois de réduire les émissions et d'améliorer l'égalité de genre.²⁰

Recommandations

Recommandations pour toutes les parties à la CCNUCC

- Revoir tous les mécanismes de financement multilatéral et évaluer leur capacité à mobiliser et à allouer les fonds nécessaires pour soutenir ceux et celles qui souffrent le plus du changement climatique et des catastrophes.
- Développer des mécanismes de financement multilatéraux innovateurs et non générateurs de dettes, tel qu'un seul financement international destiné au changement climatique.
- Négocier un accord global Nord-Sud sur les finances du climat basé sur le principe: «pas de justice climatique sans une justice de genre.»²¹
- S'assurer que tous les mécanismes et les instruments financiers liés au changement climatique intègrent la transversalité du genre et incluent l'autonomisation des femmes à toutes les étapes cruciales: durant la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation.
- Mettre en place un budget et une comptabilité prenant en compte le genre pour les projets et programmes financés par de nouveaux instruments (aux niveaux national et international).
- Développer des mécanismes de financement avec des lignes directrices et des objectifs pour le renforcement des capacités et le transfert technologique contribuant à des pratiques forestières durables dans les pays en développement. Inclure dans ces mécanismes des dispositions explicites en faveur des populations vulnérables et d'une prise de décision participative, y compris pour les femmes.
- Placer le financement de l'adaptation au changement climatique dans le contexte plus élargi du financement et des objectifs pour le développement.
- Recueillir des données socio-économiques ventilées (par sexe, par âge etc.) pour s'assurer que les fonds atteignent les objectifs fixés.

Recommandations pour les pays développés

- Appliquer les principes de "pollueur-payeur" et de "responsabilités communes mais différenciées" en accordant des crédits compensatoires et réparateurs aux pays en développement pour financer les efforts d'atténuation et d'adaptation.
- Se fixer des objectifs de réduction des émissions plus ambitieux plutôt qu'entreprendre des initiatives volontaires, basées sur une approche de marché excluant les plus pauvres.
- Aider les pays en développement dans l'élaboration de politiques et de programmes d'adaptation et d'atténuation respectueux de l'environnement, tenant compte du genre. Appliquer ces mêmes principes à l'intérieur de leur propre pays.
- Annuler la dette extérieure des pays pauvres pour libérer des ressources pour l'atténuation et l'adaptation.

Recommandations pour les pays en développement

- S'assurer que le financement des politiques climatiques et l'allocation des ressources répondent aux besoins des populations.
- Créer des mécanismes qui garantissent aux femmes un accès égal à la négociation, au développement, à la gestion et à la mise en œuvre du financement de l'adaptation et de l'atténuation suivant une approche participative.
- Allouer les investissements directs étrangers et nationaux à l'atténuation et l'adaptation grâce à des subventions et des incitations, notamment dans des secteurs comme l'agriculture où l'égalité entre les genres et la réduction de la pauvreté ont un fort impact.

Recommandations pour la CCNUCC

- S'engager dans un processus systématique de promotion de l'intégration du genre de manière transversale et investir dans des recherches spécialisées sur le genre et le changement climatique.
- Utiliser des données ventilées par sexe pour contrôler l'impact et les bénéfices des fonds d'adaptation et d'atténuation et entreprendre des audits et des évaluations sur le genre au sein des mécanismes nouveaux et existants de financement.
- Veiller à ce que les stratégies d'atténuation comprennent le financement de nouvelles technologies vertes, ainsi que le développement et l'application des réglementations nécessaires sur les émissions des GES.

Références

¹ Carrington, D. (2009). "IPCC Chief: Benefits of Tackling Climate Change will Balance Cost of Action". The Guardian. 20 July. <<http://www.guardian.co.uk/environment/2009/jul/20/ipcc-pachauri-climate-change-cost>>.

² Hemmati, M. (2007). "A Huge Challenge and a Narrow Discourse". Women & Environment. 74/75.

³ Arce, M. and Marston, A. (2009). "Are Climate Pilots Building Towards the Right Climate Architecture?" 10 July. <<http://www.brettonwoodsproject.org/art-564928>>.

⁴ Ibid.

⁵ Vidal, J. (2009). "Rich Nations Failing to Meet Climate Aid Pledges". The Guardian. 20 February. <<http://www.guardian.co.uk/environment/2009/feb/20/climate-funds-developing-nations>>.

⁶ Porter, G., Bird, N., Kaur, N. and Peskett, L. (2008). "New Finance for Climate Change and the Environment". Washington, DC: Heinrich Böll Foundation and WWF. <<http://www.odi.org.uk/resources/download/2980.pdf>>.

⁷ Schalatek L. (2009). "Gender and Climate Finance: Double Mainstreaming for Sustainable Development". Washington, DC: Heinrich Böll Foundation North America. May. <http://www.boell.org/docs/DoubleMainstreaming_Final.pdf>.

⁸ Global Gender and Climate Alliance (GGCA). (2009). "Module 7". In Training Manual on Gender and Climate Change. Costa Rica: GGCA. <http://www.generoyambiente.org/archivos-de-usuario/File/ecosistemas_especificos.pdf>.

⁹ The Climate Group. (2009). "Dr. Erik Haites on Climate Finance". 27 March. <http://www.theclimategroup.org/news_and_events/erik_haites_on_climate_finance/>.

¹⁰ World Bank. (2008). State and Trends of the Carbon Market 2008. Washington, DC: The World Bank. May. <<http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/State&Trendsformattedo6May10p.m.pdf>>

¹¹ United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). (n.d). "Clean Development Mechanism (CDM)". <<http://cdm.unfccc.int/index.html>>.

¹² Atmosfair and Women in Europe for a Common Future (WECF). (2009). "Submission". In response to UNFCCC "Call for Inputs on the Reasons for No or Low Application of Approved Methodologies in CDM Projects". July.

¹³ Schalatek. (2009). Op. cit.

¹⁴ UNFCCC. (2007). "Climate Change: Impacts, Vulnerabilities and Adaptation in Developing Countries." <<http://unfccc.int/resource/docs/publications/impacts.pdf>>.

¹⁵ Sinha, S., Maji, P. and Parikh, J. (2009). "Making Carbon Markets Work for the Poor and for Women". Energia News. July. <<http://www.energia.org>>.

¹⁶ Sinha, Maji and Parikh. (2009). Op. cit.; and Atmosfair and WECF. (2009). Op. cit.

¹⁷ Delaney, P. and Shrader, E. (2000). "Gender and Post Disaster Reconstruction: The Case of Hurricane Mitch in Honduras and Nicaragua". Washington, DC: The World Bank. <<http://gdnonline.org/resources/reviewdraft.doc>>.

¹⁸ Inter-American Development Bank (IADB). (1999). "Hurricane Mitch: Women's Needs and Contributions". Washington, DC: IADB. <<http://www.iadb.org/sds/doc/SOC-715E.pdf>>.

¹⁹ Hunt, S. and Steinberg, D. (2005). "In Disaster Zone, Women are Key." The Christian Science Monitor. 24 January. <<http://www.csmonitor.com/2005/0124/pogs01-coop.html>>.

²⁰ Schalatek. 2009. Op. cit.

²¹ gender cc. (2007). "Gender: Missing Links in Financing Climate Change Adaptation and Mitigation". Gender and Climate Change Network—Women for Climate Justice (gender cc) Position Paper. UNFCCC COP 13. Bali, Indonesia. December. <http://www.gendercc.net/fileadmin/inhalte/Dokumente/UNFCCC_conferences/gender_cc_financing_positionpaper_bali_final.pdf>.

²² Schalatek. (2009). Op. cit.

“Il ne peut y avoir d'accord international juste et équitable sur le climat sans une compréhension exhaustive du financement global pour le climat. Cette compréhension sera juste et équitable si elle intègre une prise de conscience et un effort pour atteindre l'égalité de genre dans les solutions de financement. ”

– Liane Schalatek, Heinrich Böll Stiftung, 2009²²



United Nations Population
Fund

www.unfpa.org



Women's Environment &
Development Organization

www.wedo.org